

SALAIRES

Le ministre de la Fonction publique ouvre aujourd'hui un cycle de négociations salariales avec les fonctionnaires, qui avaient fait grève le 20 novembre. Il se dit prêt à offrir une garantie « individuelle » de maintien du pouvoir d'achat.

Woerth prêt à garantir le pouvoir d'achat de chaque fonctionnaire

Donner à chaque fonctionnaire la « *garantie individuelle* » de ne plus perdre de pouvoir d'achat : c'est l'engagement que devrait prendre le ministre du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique, Eric Woerth, ce matin, lors de la première séance de négociations salariales avec les 8 fédérations syndicales des agents de l'Etat. Et cet engagement doit se comprendre hors primes et indemnités donc valoir pour le seul traitement de base.

« Nous voulons trouver un mécanisme qui non seulement garantit le pouvoir d'achat collectivement mais puisse avoir une traduction individuelle », insiste-t-on dans l'entourage du ministre. « Je veux préserver le pouvoir d'achat des fonctionnaires (...) et faire en sorte que personne ne perde de l'argent en travaillant pour l'Etat », a expliqué hier soir Eric Woerth, invité de l'émission « Le



Judith White/Bloomberg
Eric Woerth.

Grand Jury RTL-LCI-«Le Figaro» ». Et de laisser entendre qu'il disposait sans doute de marges de manœuvre.

Pas de chiffre à ce stade

Avec son secrétaire d'Etat à la Fonction publique, André Santini, Eric Woerth sait qu'un geste conséquent est attendu par les syndicats

pour cette première séance d'un cycle de négociations qui devrait en comprendre quatre ou cinq, jusqu'à février. Les fédérations de fonctionnaires, qui ont fortement mobilisé le 20 novembre avec un tiers de grévistes, veulent un « *ratrapage* » du pouvoir d'achat perdu, perte qu'ils évaluent à 7 % en sept ans.

Refusant de parler de « *ratrapage* » car il estime, lui, que l'évolution moyenne des personnels en place est largement positive, le gouvernement se dit prêt néanmoins à « *regarder* » la situation des quelque 24 % de fonctionnaires dont le salaire a progressé moins vite que l'inflation entre 2001 et 2005. Les propositions que devrait esquisser aujourd'hui Eric Woerth devraient donc moins tourner autour d'une

revalorisation de la valeur du « point » d'indice, revendication centrale des syndicats, que de dispositifs de progression de carrière. Le ministre et le secrétaire d'Etat ne devraient d'ailleurs pas donner de chiffre à ce stade. « *Pour ça on se reverra en janvier* », indique-t-on à Bercy.

La question de la « *progression* » du pouvoir d'achat, bien distincte de celle du « *maintien* », sera, elle aussi examinée ultérieurement. C'est dans ce cadre-là que seront abordés le sujet de la rémunération des heures supplémentaires, dont le chef de l'Etat a promis qu'elle serait, comme dans le privé, 25 % supérieure à celle de l'heure normale, et la question du rachat des jours de RTT. Une avancée déjà notable puisque le gouvernement n'en fait plus un élément de garantie du pouvoir d'achat mais bien une déclinaison du « travailler plus pour gagner plus ».